

Département
Relations
Extérieures

Service Communication Recherche
Nancy Dath, T : +32 (0)2 650 92 03, +32 (0) 473 97 22 56
M : ndath@ulb.ac.be
Nathalie Gobbe, T : +32 (0)2 650 92 06, +32 (0)474 84 23 02
M : ngobbe@ulb.ac.be

Communiqué de presse

Bruxelles, le 11 janvier 2018

Nouvelle ERC à l'ULB

Les organes non-élus : remède ou fléau de la démocratie ?

Chercheur au Centre d'étude de la vie politique (CEVIPOL, Faculté de Philosophie et Sciences sociales, ULB), Jean-Benoît Pilet vient de recevoir une ERC Consolidator Grant : le projet CureOrCurse interroge les réformes de la démocratie visant à déléguer des compétences politiques à des experts ou citoyens non-élus.

Taux d'abstention records aux élections dans de nombreux pays, partis populistes et anti-establishment en hausse,... Les signes d'un désengagement croissant des citoyens de la politique se multiplient ; et de moins en moins d'Européens déclarent avoir confiance dans les institutions traditionnelles de la démocratie représentative (parlement, gouvernement). En réaction, les autorités politiques tendent à multiplier les réformes institutionnelles, notamment par la délégation de compétences à des organes politiques composés soit d'experts, soit de citoyens tirés au sort. C'est cependant un paradoxe : déléguer des compétences des institutions représentatives vers des organes composés d'experts ou de citoyens revient en effet à donner du pouvoir politiques à des non-élus... Le contraire de la démocratie représentative, où le pouvoir de gouverner est remis aux mains des représentants élus du peuple.

Le nouveau projet de recherche *CureOrCurse* de **Jean-Benoît Pilet, soutenu par une bourse "Consolidator" du Conseil Européen de la Recherche (ERC)**, interroge ce paradoxe : de telles réformes sont-elles un remède ou un fléau pour la démocratie ? Auront-elles un effet positif sur le soutien des citoyens à l'égard de la démocratie représentative, ou vont-elles plutôt approfondir le fossé entre les citoyens et les acteurs et institutions centrales?

Afin de répondre à ces questions, le chercheur du **Centre d'étude de la vie politique (CEVIPOL, Faculté de Philosophie et Sciences sociales, Université libre de Bruxelles)** propose de combiner des données déjà collectées à l'échelle européenne (dans les 28 pays membres de l'Union européenne, ainsi que pour la Suisse, la Norvège et l'Islande) et de réaliser :

- un inventaire le plus complet possible de tous les cas de réforme allant vers une délégation de pouvoir politique à des organes composés d'experts ou de citoyens tirés au sort, depuis l'année 2000 ;
- une étude détaillée de la façon dont les Européens évaluent le fonctionnement de la démocratie représentative et les propositions de réformes vers des organes non-élus ;

- une analyse de l'impact de telles réformes sur la façon dont les citoyens évaluent la démocratie représentative, ses principes, ses institutions et ses acteurs. Sur ce dernier point, de nouvelles enquêtes expérimentales en ligne et enquêtes par panel seront réalisées.

Cette recherche contribuera directement aux débats sociaux et politiques en cours sur la démocratie représentative, sa crise et ses réformes.

Contact scientifique :

Jean-Benoit Pilet
Université libre de Bruxelles, Faculté de Philosophie et Sciences sociales
Centre d'étude de la vie politique (CEVIPOL)
jpilet@ulb.ac.be, +32 2 650 31 81